



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire du 18 AOUT 2022
relatif au dimensionnement et à la mise en place
d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie
au sein de la société FIN'TECH INDUSTRIE
pour son établissement situé 38 - rue Philippe Lebon – ZI de Jarlard
sur le territoire de la commune d'Albi**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-3, L. 181-14 et R. 181-45 ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 17 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Fabien CHOLLET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur Fabien CHOLLET, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 autorisation la société FIN'TECH INDUSTRIE à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitements de surface et d'une installation de décapage/nettoyage des métaux par traitement thermique situés au 38 – rue Philippe Lebon à Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2013 actualisant les prescriptions de fonctionnement des installations exploitées par la société FIN'TECH INDUSTRIE à Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2021 portant mise à jour du classement des activités exercées au sein de la société FIN'TECH INDUSTRIE pour son établissement situé à Albi ;
- Vu** le courrier en date du 26 juin 2017 par lequel la société FIN'TECH INDUSTRIE s'engageait à étudier les possibilités techniques pour remédier à l'absence de dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie pour son établissement situé au 38 – rue Philippe Lebon à Albi ;

- Vu** l'absence d'éléments de réponse de la part de la société FIN'TECH INDUSTRIE en vue de la mise en place d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie pour son établissement situé au 38 – rue Philippe Lebon à Albi ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 15 juin 2022 ;
- Vu** le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé en date du 20 juin 2022 ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 1^{er} juillet 2022 ;
- Considérant** que la société FIN'TECH INDUSTRIE a fait l'objet d'une extension géographique de ses installations suite à l'achat, en 2017, d'un bâtiment et de la parcelle cadastrale n° 40 associée ;
- Considérant** que cette extension a modifié les besoins en eau d'extinction incendie nécessaires en cas de survenue d'un tel accident au sein de la société FIN'TECH INDUSTRIE ;
- Considérant** qu'au regard du courrier électronique en date du 1^{er} mars 2021, le service d'incendie et de secours de Tarn estime, en première approche, des nouveaux besoins en eau d'extinction incendie d'environ 270 m³/h pendant 2 heures ;
- Considérant** dès lors, que les prescriptions de l'article 6.5.2. de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 prévoyant un dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie d'un volume de 240 m³ ne sont pas adaptées à la situation actuelle ;
- Considérant** qu'il convient de déterminer les besoins en eau d'extinction incendie après réalisation d'une étude technico-économique sur la base du guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie ;
- Considérant** qu'il convient de déterminer le dimensionnement du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie sur la base du guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction ;
- Considérant** qu'au regard du courrier en date du 1^{er} juillet 2022, l'exploitant sollicite un délai supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2022 pour la réalisation de l'étude technico-économique en raison de la complexité à trouver un prestataire capable de supporter ce projet ;
- Considérant** qu'au regard de ce même courrier, l'exploitant sollicite un délai supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2024 pour la mise en place du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie sans apporter d'éléments justificatifs détaillés d'ordre administratif, financier ou technique ;
- Considérant** qu'au regard des dispositions mentionnées à l'article R.181-45 du code de l'environnement, le préfet peut imposer toutes mesures additionnelles nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 dans le cas où le maintien en l'état de certaines prescriptions initiales n'est plus justifié ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Bénéficiaire et portée de l'arrêté

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations exploitées par la société FIN'TECH INDUSTRIE pour son établissement situé 38, rue Philippe

Lebon – ZI de Jarlard - le territoire de la commune d'Albi sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 – Étude technico-économique

L'exploitant réalise une étude technico-économique permettant de :

- a) dimensionner les besoins en eaux d'extinction incendie en tenant compte de la présence des différents bâtiments et des éventuelles séparations de type mur coup-feu 2h entre les bâtiments anciens/nouveaux. Ces besoins sont évalués sur la base du guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie, appelé guide pratique D9 (édition juin 2020). Cette étude permet d'affiner et d'ajuster, si nécessaire, les besoins en eau au regard de la situation réelle du site et des agrandissements/extensions envisagées à court terme ;
- b) déterminer le dimensionnement du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie sur la base du guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction, appelé guide pratique D9A (édition juin 2020) ;
- c) déterminer le positionnement du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie en tenant compte du relief du terrain ;
- d) déterminer le coût lié aux travaux de réalisation du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie.

Cette étude comporte un échéancier prévisionnel des travaux à réaliser ainsi qu'un ou plusieurs plans de situation de l'ensemble du site permettant d'identifier :

- les limites de propriété ;
- l'implantation des bâtiments ;
- l'implantation du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie ;
- les cotes NGF du terrain ;
- le tracé des différents systèmes de cheminement des eaux d'extinction incendie vers le dispositif de confinement (canalisations, caniveaux, etc.).

Cette étude technico-économique est transmise à l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2022,

Article 3 – Dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie

Sur la base de l'étude technico-économique mentionnée à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant met en place un dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie au sein de l'enceinte de son établissement.

Les travaux liés à la mise en place du dispositif de confinement et des éventuels systèmes de cheminement des eaux d'extinction incendie vers le dispositif de confinement (canalisations, caniveaux, etc.) sont achevés au plus tard le 31 décembre 2023.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l’affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d’affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l’objet d’un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 – Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie d’Albi pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Exécutions

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l’environnement, de l’aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune d’Albi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FIN’TECH INDUSTRIE.

Albi, le **18 AOUT 2022**

Pour le préfet, par délégation,
Le secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes.

Fabien CHOLLET